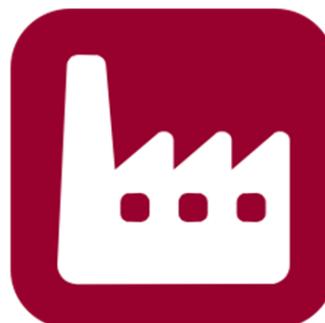


Une collaboration entre



# Rapport sur l'Économie Wallonne



VERSION SYNTHÉTIQUE

Février 2016

# Un nouvel outil d'analyse de l'économie wallonne



- Une nouvelle collaboration entre le Département de la Compétitivité et de l'Innovation (**DGO6-SPW**), la Cellule d'Analyse Économique et Stratégique (**SOGEPA**) et l'**IWEPS**.
- Une **analyse critique de la situation économique** et un appui aux décisions publiques à l'heure où les transferts de compétence se renforcent.
- Le rapport repose sur des **développements méthodologiques récents** (collaborations de l'IWEPS avec la BNB, le BFP, et les autres instituts statistiques régionaux) qui permettent une vue plus complète de l'économie wallonne.
- Un premier exercice qui met l'accent sur les **tendances longues** et les défis.
- Une publication qui sera renouvelée **chaque année**.

**REW 2016,**  
**une analyse en 2 parties et 10 chapitres**

## **Partie 1. Analyse macroéconomique**

1. Le PIB par habitant en perspective
2. Analyse macro-sectorielle de la croissance wallonne
3. Analyse du tableau entrées-sorties interrégional de 2010
4. Analyse de la compétitivité extérieure
5. Le marché du travail : une analyse de l'évolution du chômage
6. La situation économique des principaux agents

## **Partie 2. Analyses sectorielles des entreprises wallonnes**

7. Aperçu général des entreprises
8. Le poids économique de la sidérurgie en Wallonie dans un contexte international
9. Analyse du secteur pharmaceutique dans une perspective de chaîne de valeur
10. L'économie du numérique

# 1. Le PIB par habitant en perspective

**11** *Milliards €*

Le solde net de revenus que les Wallons retirent de leur activité à l'extérieur de la région

La mise en **perspective temporelle et internationale** du PIB par habitant de la Wallonie permet d'apporter une information nuancée sur la situation économique de la région.

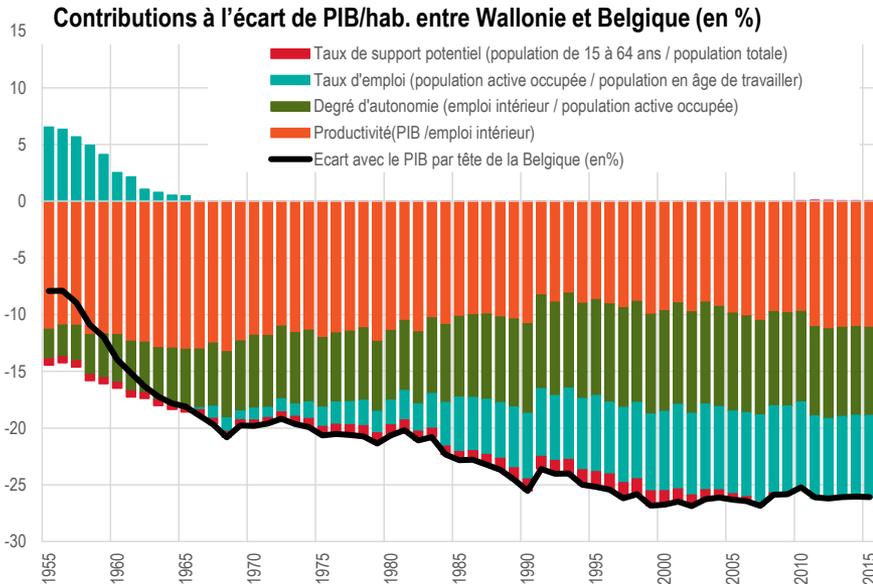
La **décomposition comptable** de l'indicateur met en évidence les raisons de l'écart par rapport à la moyenne belge, en identifiant les facteurs aggravants et compensatoires.

- **La position médiane** de la Wallonie dans une perspective européenne (54ème sur 98 régions NUTS 1) **s'est maintenue** depuis les années 2000, malgré le rattrapage économique animant les économies en transition de l'Est de l'Union.
- L'économie wallonne a notamment mieux résisté à la crise que nombre de pays et régions européennes.
- La position défavorable de la Wallonie au sein de la Belgique en terme de PIB/habitant (écart de -26% en 2015) est principalement liée à un **déficit de productivité** moyenne persistant depuis près de 60 ans et à la **dégradation relative du taux d'emploi qui s'est opérée** jusqu'à la fin des années nonante.
- La mobilité des travailleurs wallons a constitué une réponse aux chocs passés et la tendance se poursuit : le solde des flux de navettes vers les centres d'affaires voisins atteint **140 000 personnes** et génère 11 milliards de revenus primaires par an. En termes relatifs, l'ampleur de ce phénomène est atypique dans une dimension européenne.
- L'équivalent régional d'un revenu national brut, le RRB, est environ **12% supérieur au PIB régional**.
- Les flux de revenus entre régions génèrent également d'importants flux interrégionaux de commerce. La Wallonie importe une part substantielle **de biens et de services bruxellois et flamands**.
- Globalement ces constats traduisent le niveau **insuffisant de l'activité** économique intérieure en Wallonie, ainsi qu'une **intégration économique** des différentes régions belges très poussée.

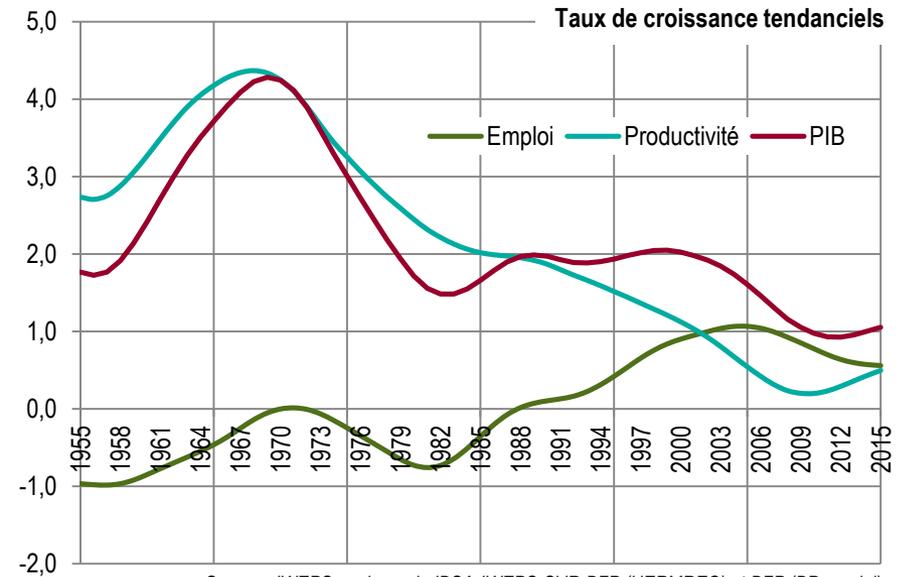
# 1. Le PIB par habitant en perspective

## Le fléchissement tendanciel de la croissance économique et des gains de productivité, une réalité européenne et wallonne

- La croissance économique s'est affaiblie depuis le début des années 1970. En tendance, elle ne dépasse plus guère 1% par an depuis la crise de 2008-2009.
- Toutefois, la croissance économique est devenue progressivement plus riche en emplois.
- La croissance de la productivité apparente du travail, exceptionnelle durant les années 1960-70, s'est affaïssée progressivement, atteignant un plancher historique récemment.



Source : IWEPS sur base de IBSA-IWEPS-SVR-BFP (HERMREG) et BFP (BP emploi).



Source : IWEPS sur base de IBSA-IWEPS-SVR-BFP (HERMREG) et BFP (BP emploi).

## L'écart du PIB par tête wallon avec la moyenne belge décomposé :

- L'écart de PIB/hab. s'est stabilisé depuis les années 2000 à - 26%.
- Le déficit de productivité n'a pas changé en 60 ans, il explique 11 points de l'écart total.
- C'est la forte dégradation relative du taux d'emploi qui explique l'essentiel du déclin de l'indicateur jusqu'à l'aube des années 2000. Ce facteur, stabilisé depuis, explique 7 points de l'écart total.
- L'augmentation tendancielle des navettes pèse sur le facteur d'autonomie : la dépendance aux emplois extérieurs contribue pour 8 points supplémentaires à l'écart de PIB/hab.
- Le potentiel démographique, lié à la structure d'âge, joue peu.

## 2. Analyse macro-sectorielle de la croissance wallonne

En un peu plus de 25 ans, la **structure productive de l'économie wallonne s'est profondément modifiée**. Cette transformation structurelle se mesure tant en termes de restructuration de la **production** que de **réallocation de l'emploi** entre les activités économiques régionales.

**14%**  
(18,1% en 1988)

Part de l'industrie  
manufacturière dans la  
valeur ajoutée wallonne  
en 2015

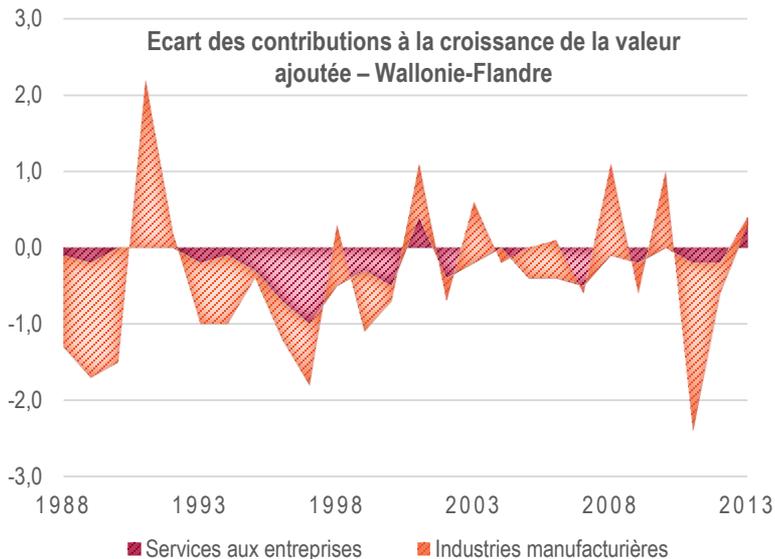
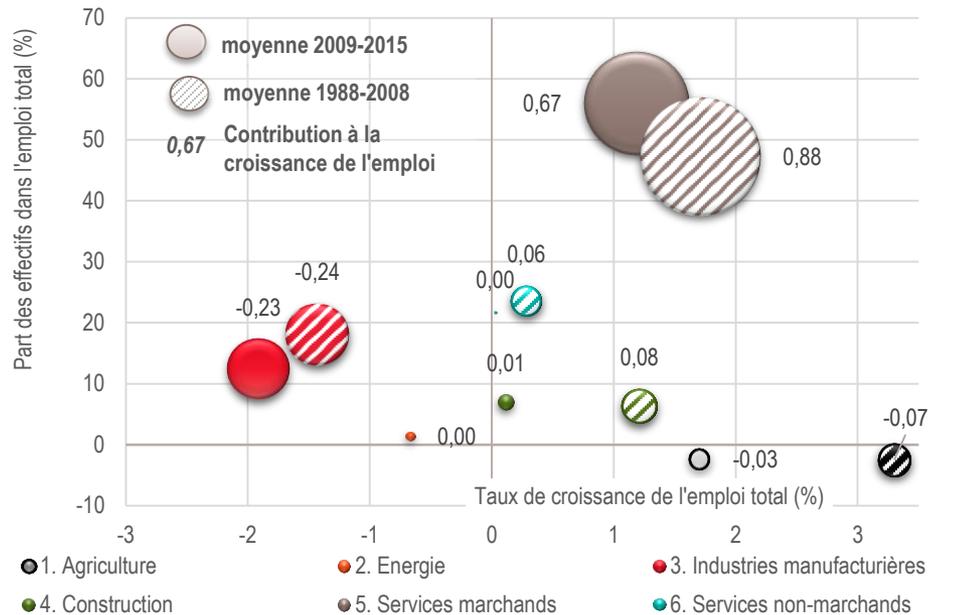
- Depuis 1988, le changement de la structure d'activité économique de la Wallonie est caractérisé par **le repli de la part des branches industrielles**, en particulier l'industrie manufacturière, dans le total de la valeur ajoutée et de l'emploi.
  - La contraction de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée wallonne est relative; elle ne s'accompagne pas d'un recul de la production de la branche.
  - En revanche, la diminution de la part des emplois industriels résulte d'une **baisse des effectifs du secteur manufacturier**.
  - L'industrie demeure un moteur de l'économie car elle satisfait un vaste éventail de demandes de consommation finales et intermédiaires et exerce un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie.
  - Le recul – relatif et absolu – de l'emploi industriel découle notamment du recours croissant à l'externalisation d'une part du processus de production vers les services.
- Corollaire du déclin relatif de l'industrie, **la tertiarisation de l'économie wallonne repose en grande partie sur la progression du poids des services non financiers aux entreprises**.
  - Les services aux entreprises, dont l'activité génère aujourd'hui un quart de la valeur ajoutée régionale, affichent une dynamique de croissance économique relativement forte, qui devrait encore renforcer le rôle moteur de cette branche à moyen terme.
- En Wallonie, comme dans le reste du pays et dans de nombreux pays industrialisés, les gains de productivité du travail ont connu un tassement régulier depuis le milieu des années 1970.
  - Ce ralentissement est pour la plus grande part attribuable à **l'essoufflement des gains de productivité au sein de chacune des branches d'activité**, plutôt qu'à l'effet du redéploiement des emplois entre branches.

## 2. Analyse macro-sectorielle de la croissance wallonne

### Croissance et structure de l'emploi wallon

Le graphique « en bulles » reporte trois dimensions de l'analyse structurelle : le taux de croissance de l'emploi (abscisse), la part des effectifs de la branche dans l'emploi total en Wallonie (ordonnée) et la contribution de la branche à la croissance régionale de l'emploi (dimension de la bulle).

- Le graphique montre la prédominance des contributions à la croissance de l'emploi des services marchands.
- La part des emplois manufacturiers se réduit à mesure que diminuent les effectifs de l'industrie manufacturière. La désindustrialisation de l'emploi est donc relative et absolue.
- La part des emplois non marchands représente 21,1% de l'emploi total wallon (cette part est de 15,3% en Flandre).



Source : IBSA-IWEPS-SVR-BFP (HERMREG) – calculs IWEPS.

### Dynamisme des services aux entreprises

Le graphique ci-contre reporte l'écart qui sépare les contributions à la croissance de la valeur ajoutée des branches « industries manufacturières » et « autres services marchands » de la Wallonie et de la Flandre. Un résultat négatif indique que la contribution de la branche est supérieure en Flandre.

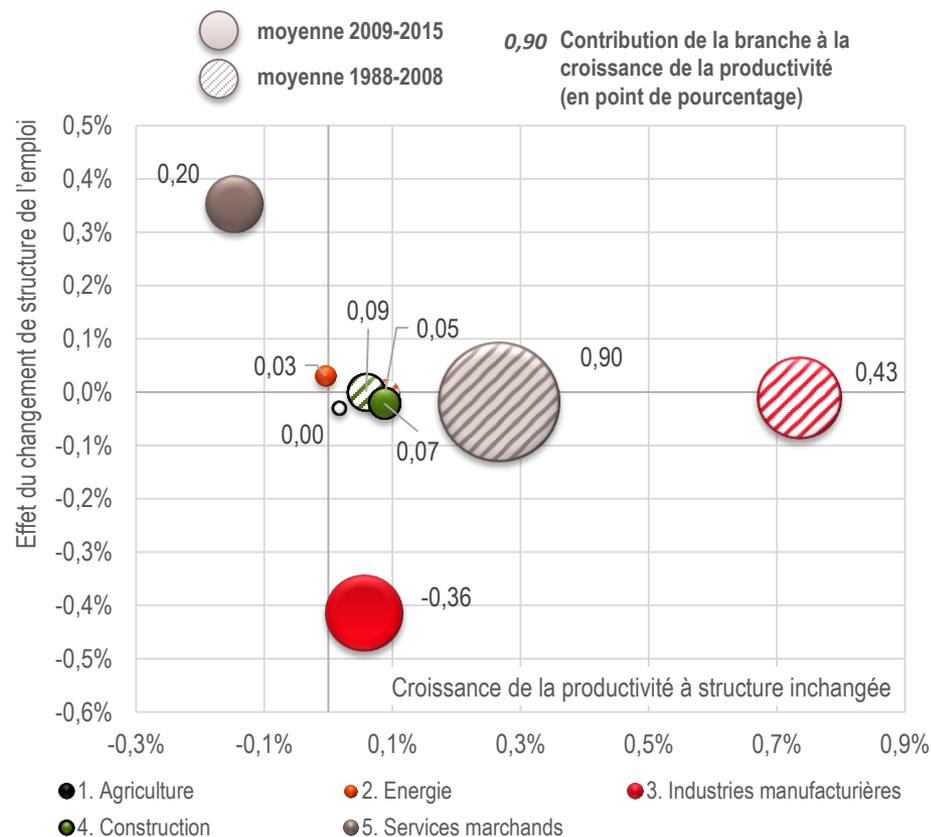
- La contribution à la croissance des « autres services marchands » est en moyenne et en général plus forte en Flandre qu'en Wallonie. A partir de la moitié des années 1990, le déficit de croissance de la valeur ajoutée de la Wallonie s'explique en grande partie par cette différence.
- En début de période, l'écart de croissance entre les deux régions semblait davantage provenir de l'industrie manufacturière.

## 2. Analyse macro-sectorielle de la croissance wallonne

**Le graphique « en bulles »** reporte à la fois le taux de croissance de la productivité à structure de l'emploi inchangée (en abscisse) et les effets sur la productivité du redéploiement de l'emploi entre les branches d'activité, ou effet de structure (en ordonnée). La taille des bulles indique la contribution de chaque branche aux gains de productivité moyens en Wallonie.

- Les services marchands et l'industrie manufacturière sont à l'origine de la plus grande part des gains de productivité wallons.
- Entre 1988 et 2008, **les gains de productivité moyens en Wallonie s'expliquent principalement par l'évolution propre de la productivité de chaque branche** (à structure inchangée).
- Depuis la crise, l'industrie manufacturière a ajusté sa main-d'œuvre au ralentissement de l'activité plus rapidement que les autres branches, de sorte que l'effet de changement de structure de l'industrie est nettement défavorable.
- En revanche, entre 2009 et 2015, l'évolution de la structure d'emploi en faveur du secteur tertiaire a induit une hausse de la productivité des entreprises de services marchands (effet de structure positif), une progression freinée par les stratégies de conservation de la main-d'œuvre adoptées durant la crise (recul de la croissance à structure constante).

### Décomposition de croissance de la productivité apparente du travail



Source : IBSA-IWEPS-SVR-BFP (HERMREG) – calculs IWEPS.

### 3. Analyse du tableau entrées-sorties interrégional de 2010

L'analyse exploite un nouvel outil permettant

- de mesurer les flux de commerce interrégionaux et intersectoriels
- et de déterminer les effets indirects de la demande.

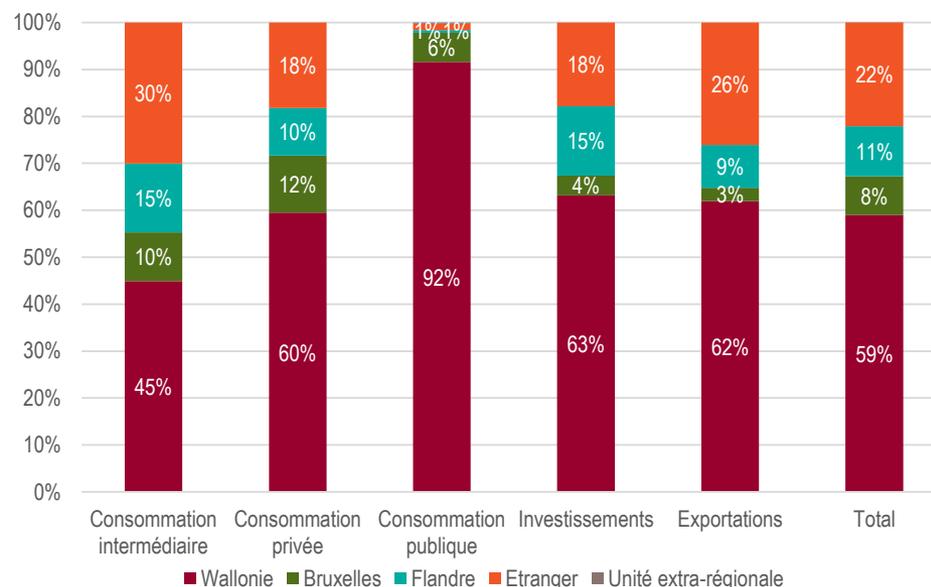
#### Les flux interrégionaux de biens et de services

- **55% de la consommation intermédiaire des entreprises wallonnes est importée.** Soit plus de 44 milliards d'euros, dont plus de **20 milliards en provenance des autres régions** (12 de Flandre et 8 de Bruxelles).
- **40% de la consommation des ménages est importée.** Les importations internationales représentent plus de 9 milliards d'euros, celles **en provenance de Bruxelles 6 milliards** et **5,5 milliards de Flandre.**
- Globalement, les exportations interrégionales de la Wallonie sont nettement inférieures à ses importations, la région accusant un **déficit interrégional de 16 milliards d'euros (18% du PIB).**
- En provenance **de Bruxelles**, ce sont **surtout des services** financiers, de santé et des autres services marchands qui sont importés, tandis qu'en provenance **de Flandre**, la Wallonie importe également une large part de biens manufacturés.

# 40%

Part de la consommation des ménages importée de l'extérieur du territoire wallon

Origine de la demande wallonne, en fonction du type de demande, en % du total



Source : BFP – calculs IWEPS.

### 3. Analyse du tableau entrées-sorties interrégional de 2010

#### Identification des secteurs industriels porteurs,

sur la base de leur poids et de leurs liens avec le reste de l'économie.

|  | Impact global en terme de valeur ajoutée régionale (EUR milliards) | Impact global sur l'emploi (milliers) |
|--|--|---------------------------------------|
| 1. Pharmacie (21)                                | 3,0  | 15,9                                  |
| 2. Transfo. alimentaire (10-12)                  | 2,2  | 36,6                                  |
| 3. Chimie (20)                                   | 1,5  | 15,6                                  |
| 4. Fabrication de matériaux de construction (23) | 1,5  | 18,8                                  |
| 5. Industrie métallurgique (24)                  | 1,4  | 19,8                                  |

N.B. Parmi l'ensemble des branches marchandes, les secteurs de la construction et du commerce de détail sont les plus porteurs, pesant 6,2 et 5 milliards d'euros de valeur ajoutée et 110 000 emplois.

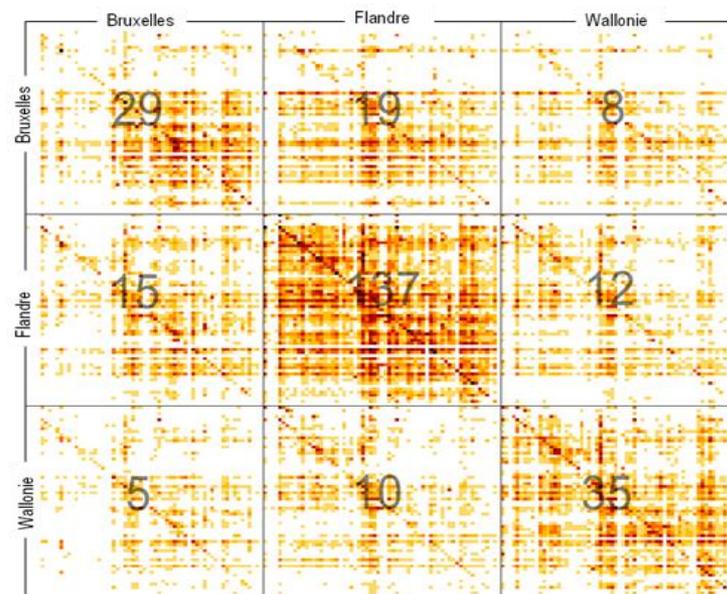
#### Les multiplicateurs, synthèse des liens interindustriels

Les multiplicateurs régionaux de production sont en moyenne plus faibles pour les secteurs wallons que pour les secteurs flamands.

Ainsi, un choc macroéconomique uni-régional (ex: une politique publique telle que la construction d'un bâtiment public) d'une ampleur donnée aura proportionnellement moins d'impact sur l'économie wallonne.

Par contre, les effets de propagation interrégionaux sont nettement plus élevés dans le sens Wallonie-Flandre que l'inverse,

si bien que l'impact du choc macroéconomique uni-régional sur l'économie belge prise dans son ensemble est semblable selon que l'économie initialement impactée soit la Wallonie ou la Flandre.



#### Visualisation des flux interindustriels de biens et services.

Chacun des 9 quadrants est constitué de 64 branches fournisseuses (en ligne) et de 64 branches clientes (en colonne) rangés par ordre de NACE. Chaque intersection est colorée dans une gamme allant du jaune (> 1 million d'euros) au noir (> 1 milliard).

Les analyses sont basées sur le tableau entrées-sorties interrégional, fruit des travaux menés conjointement par le BFP et les Instituts de Statistique Régionaux (IBSA, IWEPS, SVR). Il s'agit d'un outil statistique qui comptabilise tous les flux de biens et de services destinés à la demande finale ou à la consommation intermédiaire en Belgique en 2010. Il distingue les régions d'origine et de destination de la demande, les branches d'activité domestiques ainsi que les catégories d'agents dont émane la demande.

Les flux intersectoriels au sein de la Flandre sont prépondérants (137 mds). Les diagonales marquées montrent l'importance des flux intra-sectoriels. Les achats wallons B2B aux autres régions (20 mds) dépassent les ventes (15 mds).

## 4. Analyse de la compétitivité extérieure

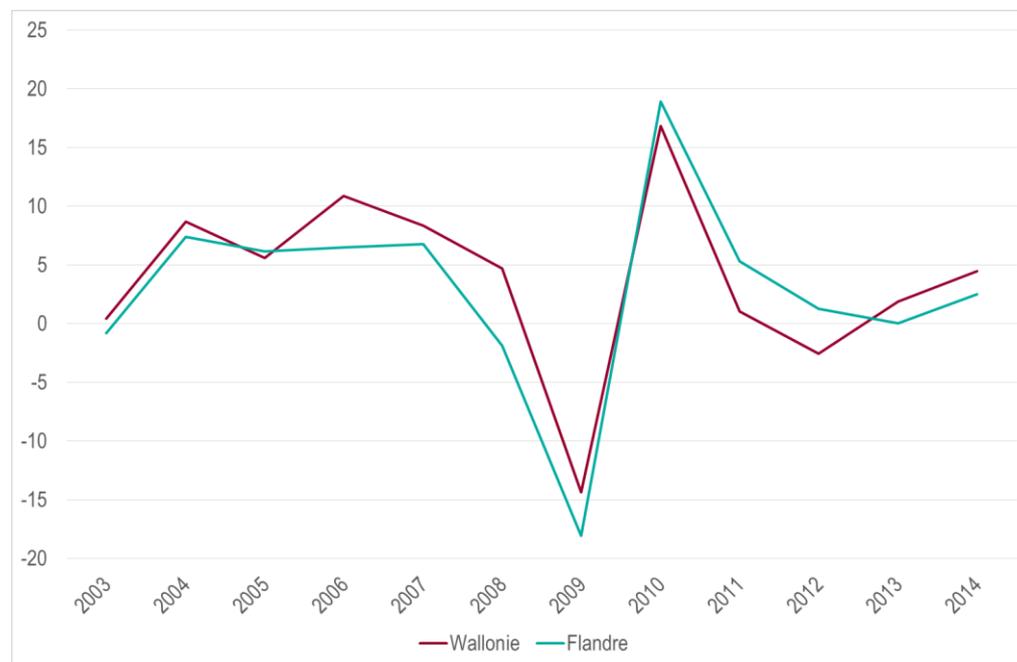
### Commerce de marchandises

# 3,2%

Croissance annuelle moyenne des exportations wallonnes de marchandises entre 2002 et 2014 (2,7% pour la Flandre)

- Les performances wallonnes ont surtout été favorables durant la période d'avant crise, le rebond d'après crise ayant été plus modeste.
- Malgré une bonne dynamique, le commerce de marchandises demeure une faiblesse structurelle de la Wallonie : la part des exportations wallonnes dans le total belge demeure faible (16% en 2014).
- La concentration des exportations est particulièrement élevée, aussi bien en termes de marchés de destination (80% vers l'Europe) qu'au niveau du mix de produits (ex. pharmacie : 23%).

Evolution des exportations de marchandises (croissance annuelle moyenne en %)



Source : BNB – calculs IWEPS.

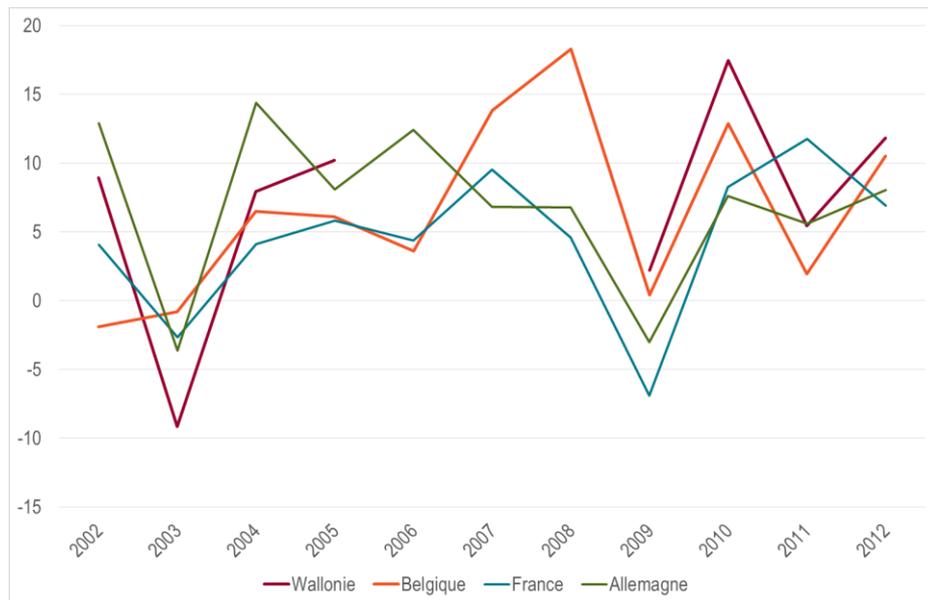
## 4. Analyse de la compétitivité extérieure

### Commerce de services

# 9,1%

Croissance annuelle moyenne des exportations wallonnes de services entre 2008 et 2012 (5,4% pour la Flandre)

#### Evolution des exportations de services (croissance annuelle moyenne en %)



Source : comptes régionaux IWEPS-BNB-IBSA-SVR, Eurostat, calculs IWEPS.

- Les performances wallonnes ont été globalement favorables dans une perspective internationale lors de la période 2008-2012.
- Toutefois, à l'instar de ce qui est observé au niveau du commerce de marchandises, le commerce extérieur de services constitue une faiblesse structurelle de l'économie wallonne : la part des exportations wallonnes dans le total belge reste faible (15% en 2012) au regard du poids économique de la région.

**Les données :** la construction des données régionales relatives aux exportations de services est le fruit d'un travail conjoint mené par la BNB et les Instituts de statistiques régionaux (IBSA, IWEPS et SVR). Leur construction repose sur une répartition régionale des données existantes au niveau national en se conformant aux méthodes et concepts statistiques européens utilisés pour l'établissement de la comptabilité régionale. Ces données sont disponibles en fréquence annuelle depuis l'année 1995. Toutefois, en raison d'un changement méthodologique important survenu en 2008, la série présente une rupture.

## 4. Analyse de la compétitivité extérieure

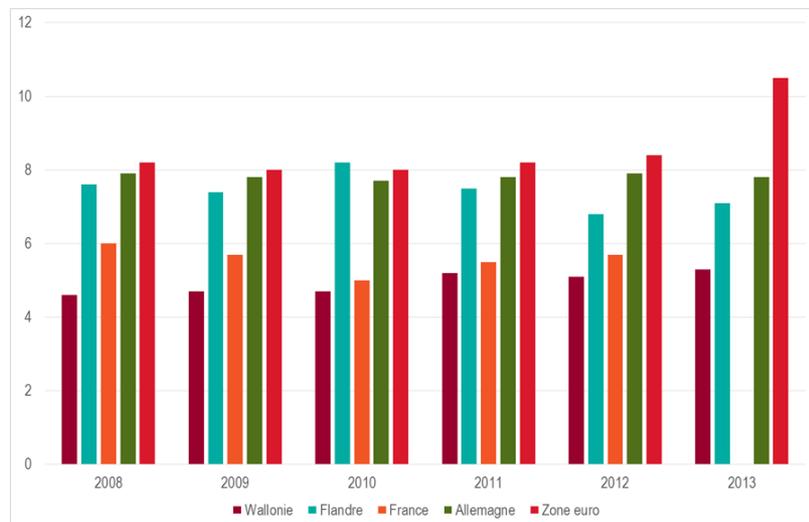
### Facteurs de compétitivité

L'industrie wallonne semble avoir amélioré sa « **compétitivité-prix** » durant la période 2000-2008. Depuis, le repli global de la productivité par travailleur a entraîné une détérioration relative du coût salarial unitaire.

Le niveau des indicateurs de « **compétitivité hors-prix** » de la Wallonie est en général peu favorable dans une dimension belge et européenne :

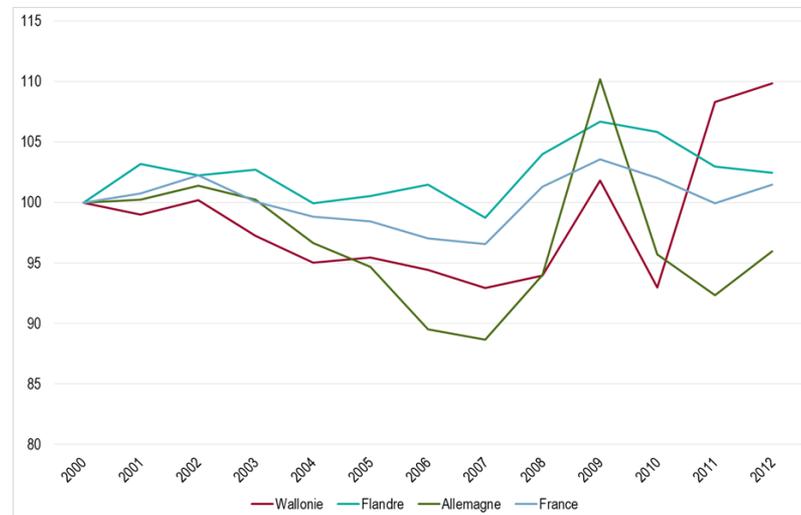
- les dépenses de R&D des entreprises sont relativement élevées, bien que fort concentrées;
- les efforts de formation des travailleurs restent insuffisants;
- les efforts d'innovation des entreprises aboutissent moins sur les marchés;
- la dynamique entrepreneuriale semble avoir décroché par rapport à la moyenne belge lors des dernières années.

### Participation à la formation continue (en % de la population de 25 à 64 ans)



Source : Enquête sur les forces de travail, calculs IWEPS.

### Coûts salariaux unitaires dans l'industrie (indice 2000 = 100)



Source : IWEPS, IBSA, SVR et BFP (modèle HERMREG), Ameco, calculs IWEPS

**Les concepts :** La compétitivité d'une région dépend, au moins en partie (davantage dans certains secteurs), de l'évolution de ses prix relatifs. Les économistes calculent traditionnellement les coûts salariaux unitaires, indicateur construit en rapportant la rémunération moyenne par salarié à la productivité moyenne du travail (en volume). Il s'agit en quelque sorte d'une mesure du coût moyen du travail par unité de valeur ajoutée produite. En raison des effets de structure sectorielle spécifiques d'une économie à l'autre, il est préférable d'analyser la dynamique de ces indicateurs plutôt que de se référer directement aux différences de niveau entre entités économiques. Notons que pour un certain nombre de (sous-)secteurs, le prix n'est probablement pas le facteur le plus déterminant de la compétitivité. Des facteurs tels que le niveau technologique des produits ou leur réputation (la marque) sont davantage décisifs, ce qui rentre dans le vaste champ de ce que les économistes appellent la « compétitivité - hors prix » dont les déterminants sont multiples.

## 5. Le marché du travail : une analyse de l'évolution du chômage

- Le taux de chômage wallon est supérieur à celui de l'Union européenne des 15 à l'exception des années 2011 et 2012.
- A partir de 2013 les taux augmentent, un peu plus rapidement en Wallonie qu'en moyenne européenne. En 2014, le taux wallon est donc supérieur à la moyenne européenne, au taux belge (8,6%) et au taux flamand (5,1%) mais inférieur au taux bruxellois (18,5%).

**12%** Taux de chômage BIT en Wallonie en 2014 soit 1,3 p.p. au-dessus de la moyenne de l'Union des Quinze

### Une définition

Les chômeurs sont des personnes de plus de 15 ans qui sont:

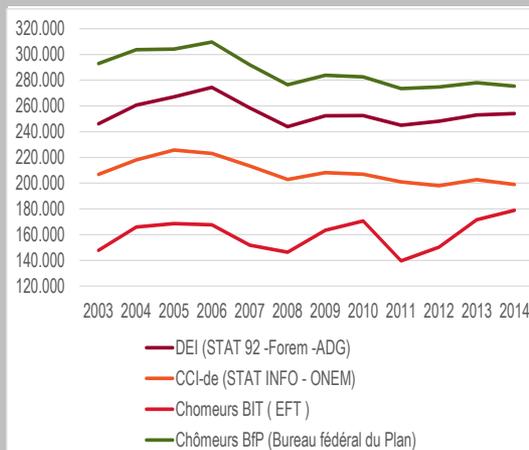
- sans travail,
- disponibles pour travailler,
- à la recherche d'un travail

### Plusieurs façons de mesurer :

- des niveaux et des évolutions différents
- des éclairages complémentaires.

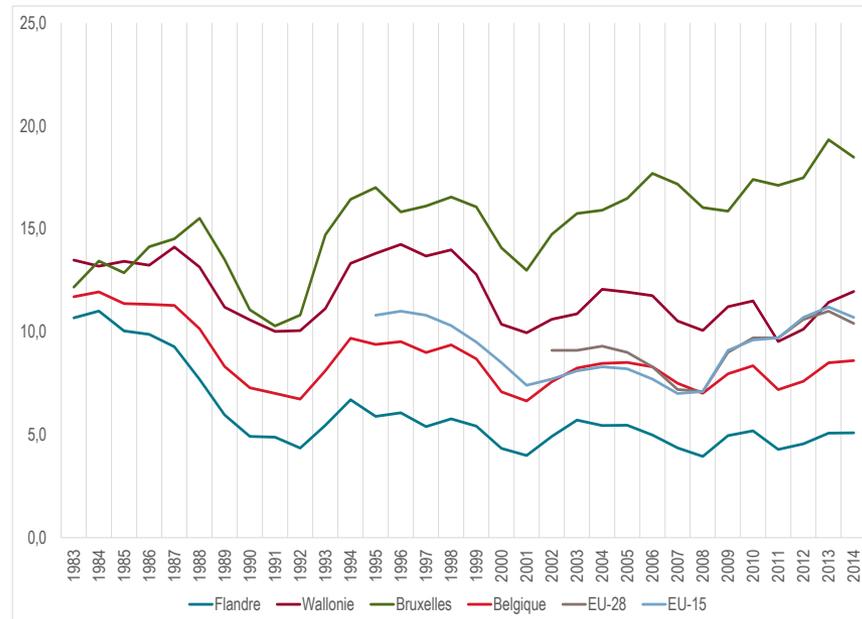
Le **taux de chômage** est calculé en divisant le nombre de chômeurs par la population active (c'est-à-dire la somme des actifs occupés et des actifs au chômage et non la population en âge de travailler comme pour le taux d'emploi)

### Evolution du nombre de chômeurs en Wallonie selon 4 sources de données



Source : SPF Economie-DGStatistique, Forem, ADG, Onem, BFP.

### Evolution du taux de chômage BIT dans les trois régions et moyennes européennes (en %)

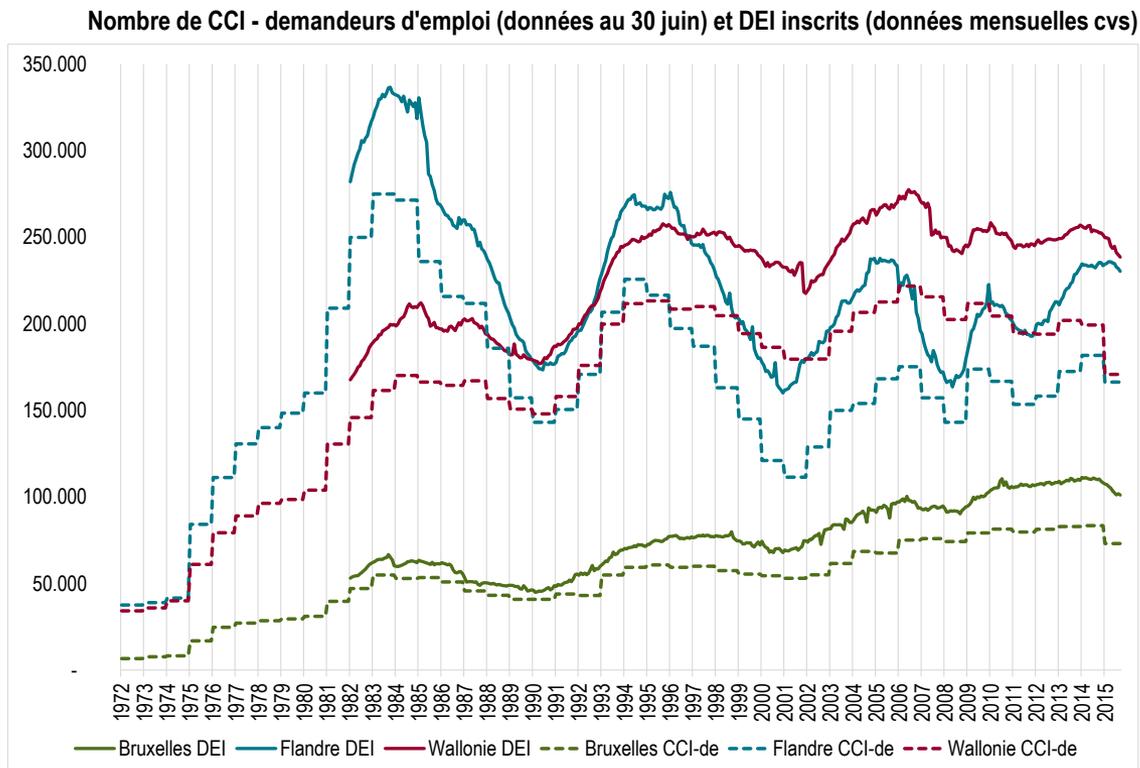


Source : SPF Economie-DGStatistique – Eurostat – Steunpunt WSE.

## 5. Le marché du travail : une analyse de l'évolution du chômage

### Croissance économique et chômage

- C'est à la suite des **chocs pétroliers** que le chômage augmente fortement.
- Le chômage fluctue ensuite en lien avec l'activité économique même si la réactivité semble moins forte qu'en Flandre, en particulier en période de reprise.
- **La croissance du PIB n'est pas une garantie de baisse du taux de chômage.** D'autres facteurs doivent être pris en compte, notamment :
  - la productivité du travail,
  - l'évolution de la population active,
  - la mobilité interrégionale et transfrontalière des travailleurs.



Source : Stat 92 et Stat Info – ONEM

- Au cours la période 1985-2005, en dépit de taux de croissance du PIB wallon compris entre 1,4% et 2,7% (moyennes quinquennales), la croissance de la productivité du travail et/ou la croissance de la population active ont freiné ou empêché la baisse du taux de chômage ; en revanche, la **mobilité croissante des travailleurs wallons** vers les centres d'activités voisins a eu un effet favorable sur le taux de chômage.
- Des **obstacles structurels** tels que les difficultés d'appariement travailleurs/emplois liées notamment à des inadéquations de qualifications, ou l'enlèvement dans le chômage de longue durée, contribuent à la persistance d'un nombre élevé de chômeurs en Wallonie.

## 5. Le marché du travail : une analyse de l'évolution du chômage

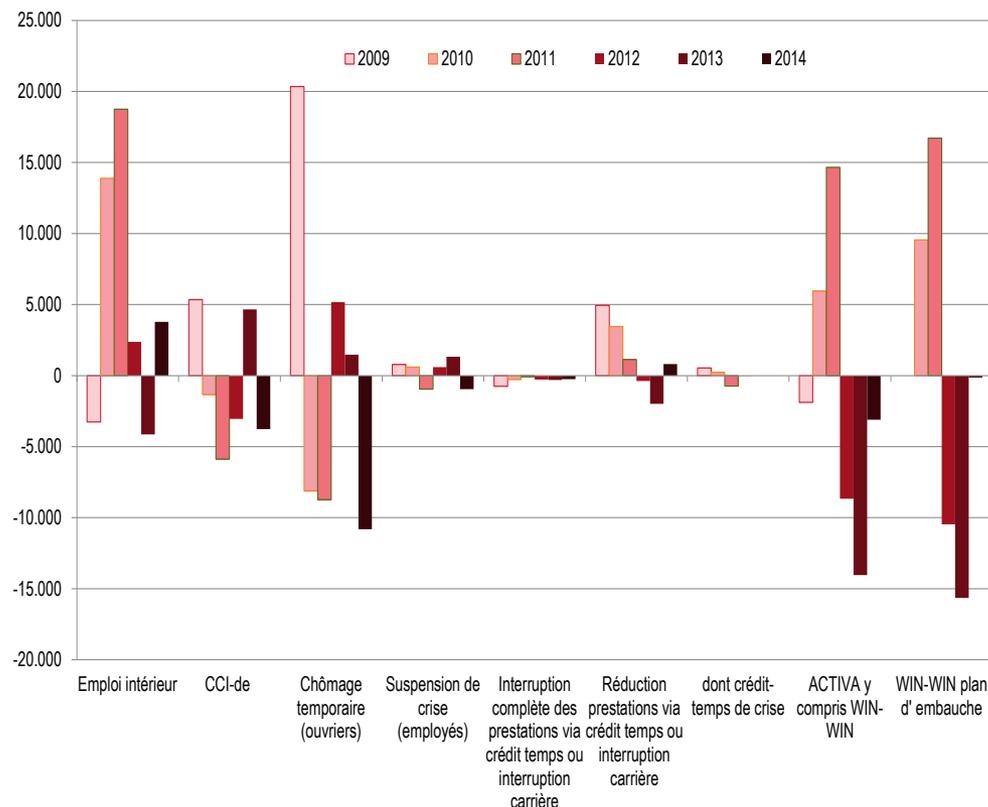
### Des politiques récentes ont permis d'atténuer le chômage conjoncturel

- Les politiques de réduction du temps de travail comme le chômage temporaire et l'encouragement à la diminution des prestations via les crédits-temps et pauses-carrière en 2009 ont permis de limiter la hausse du chômage en pleine crise économique et financière.
- Les politiques de création d'emplois comme les titres-services créés en 2004 et qui ont connu un succès croissant (37 000 personnes en 2014) ont probablement contribué à la baisse du chômage en 2007 et 2008 et atténué la hausse en 2009. Le succès du plan Win-Win a également contribué à la baisse du chômage de 2011.

### D'autres mesures ont touché le chômage de longue durée

- Le suivi renforcé des chômeurs (notamment le plan d'accompagnement) se reflète probablement dans la baisse du chômage de longue durée depuis 2007 et dans le recul récent du chômage des jeunes. L'indicateur « chômage » ne permet cependant pas de savoir si ces derniers ont un emploi ou s'ils ont basculé dans l'inactivité.
- A cet égard, les politiques portant sur les dispenses de disponibilité ou de recherche d'emploi et la limitation du droit aux allocations induisent des flux du chômage vers l'inactivité qui ne traduisent pas forcément une amélioration de la situation de l'emploi.

**Croissance à un d'écart de l'emploi intérieur, du chômage et du nombre de travailleurs soutenus par l'ONEM dans le cadre de diverses mesures.**  
Écart en nombres moyens de personnes en l'année t et en l'année t-1 (sauf l'emploi intérieur, pour lequel il s'agit de la moyenne des 12 mois de l'année t.)



Source : IWEPS, ICN, ONEM – Statinfo. Nous utilisons les données relatives aux seuls CCI-de (chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi) dans un souci de cohérence avec les autres informations émanant de l'ONEM.

## 6. La situation économique des principaux agents

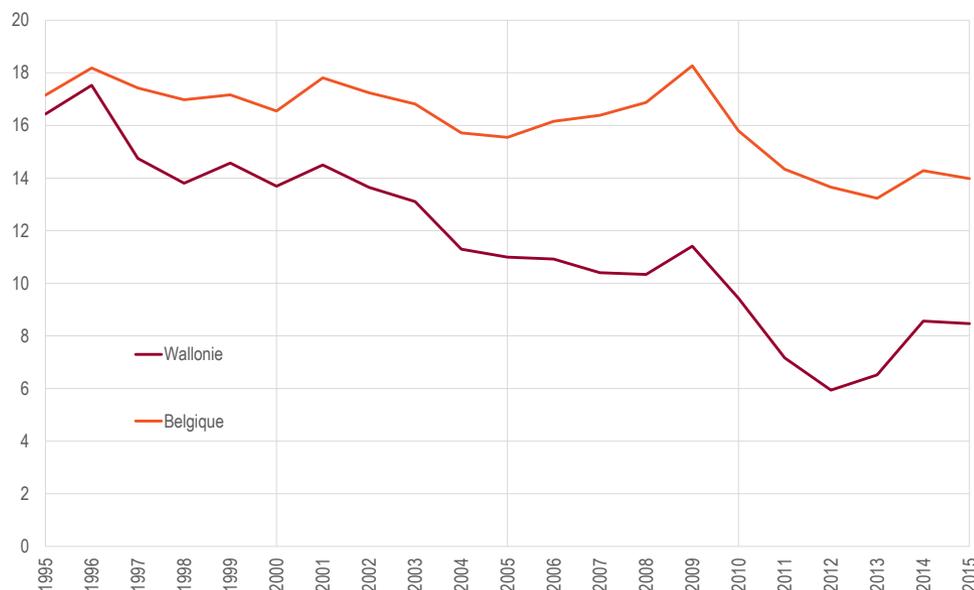
### Les ménages

# 8%

Le taux d'épargne des ménages wallons s'est inscrit en net repli, passant de 16% en 1995 à 8% environ en 2015.

- Bien que la croissance de la consommation privée ait eu tendance à se tasser, celle-ci est demeurée **relativement élevée au regard de l'évolution du pouvoir d'achat**.
- **La part croissante des salaires** dans le revenu total, au détriment notamment **des revenus de la propriété**, induit une hausse de la propension à consommer.
- Les Wallons sont aujourd'hui **contraints dans leurs possibilités de consommer, d'investir ainsi que d'amortir les chocs futurs éventuels**.
- **Certaines dépenses**, probablement **moins compressibles**, liées au logement ou au transport, occupent **un poids plus important** dans leur consommation.

Evolution du taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)

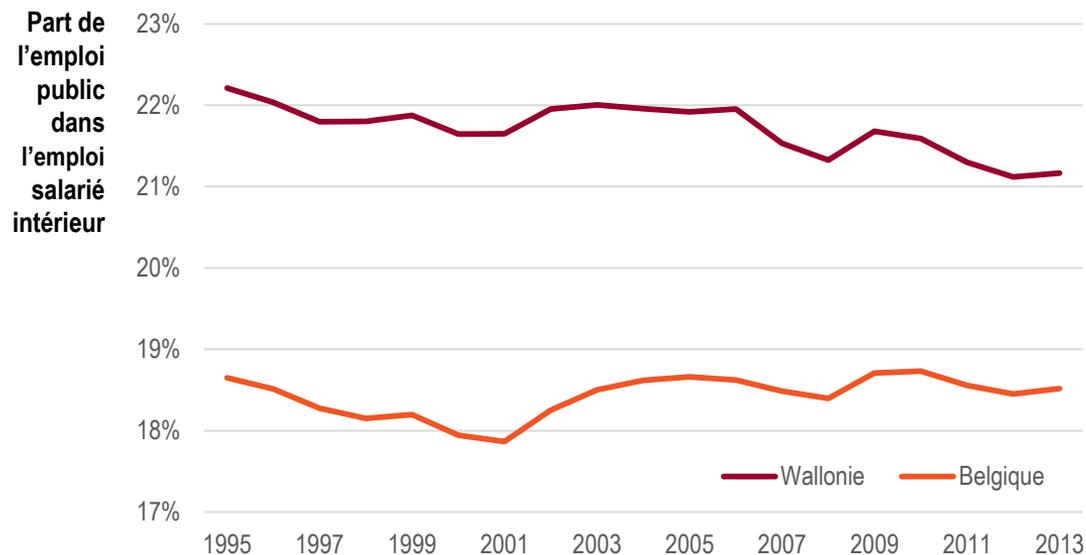


Source : comptes régionaux IWEPS-BNB-IBSA-SVR, prévisions et calculs IWEPS.

## 6. La situation économique des principaux agents

- Dans le secteur public, la tendance budgétaire relativement restrictive se manifeste sous 3 angles en Wallonie:
  - **La part de l'emploi public diminue** dans l'emploi de la région.
  - **Les dépenses au bénéfice des ménages wallons (santé, enseignement) croissent moins vite** que dans les autres régions.
  - **La progression des dépenses de la Région wallonne et de la Communauté française se révèle plus lente** qu'ailleurs (hors 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat).
- Pour autant, le service d'une **dette plus importante** qu'en Communauté flamande, contraint davantage les choix budgétaires des décideurs publics du sud du pays et l'amélioration des soldes de financement est rendue plus ardue.

### Les acteurs publics



Source : ICN, calculs IWEPS.

### Transferts et revenus des ménages

Aux revenus primaires (salaires, revenus de la propriété, excédents d'exploitation,...) s'ajoutent les prestations sociales et se retirent les cotisations et impôts pour donner le revenu disponible. En incluant les transferts en nature (enseignement, santé), on aboutit au revenu disponible ajusté.

| Revenus 2012 par habitant (indices Belgique = 100) | Bruxelles | Flandre | Wallonie |
|--|-----------|---------|----------|
| Revenus primaires                                  | 89        | 109     | 88       |
| Revenu disponible net                              | 92        | 106     | 91       |
| Revenu disponible net ajusté                       | 93        | 105     | 93       |

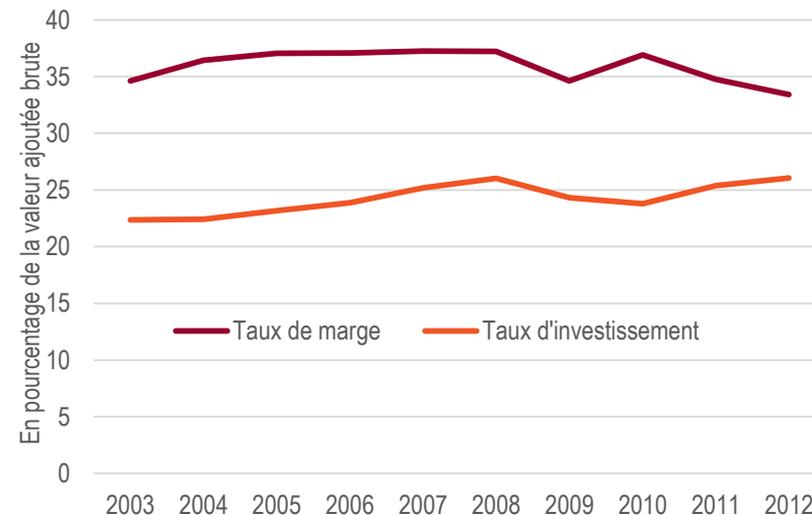
- L'action publique conduit à une redistribution des revenus entre les ménages, ce qui induit une réduction des écarts entre régions. En effet, cette redistribution implicite génère des **flux interrégionaux entre ménages de l'ordre de 5 milliards** d'euros (1,3% du PIB belge).
- Ces éléments de redistribution sont assez stables dans le temps.

## 6. La situation économique des principaux agents

### Les entreprises

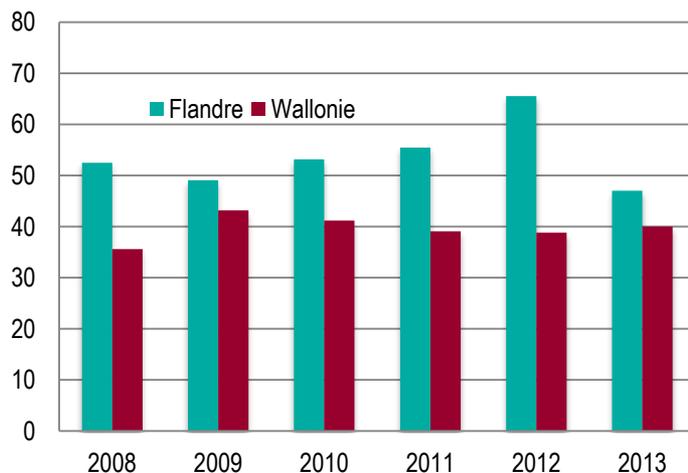
- L'aperçu de la situation macroéconomique des sociétés non financières fait état de **marges d'exploitation plus réduites** que dans le reste du pays.
- Cette faiblesse relative pourrait **peser à terme sur la capacité d'investir**.
- La capacité de financement interne des entreprises semble s'être réduite, ce qui n'est pas uniquement dû à la structure de taille des entreprises.
- Au sein des PME, le recours au financement externe semble plus important qu'en Flandre (à court terme auprès des fournisseurs notamment).

Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non-financières en Wallonie



Source : ICN, calculs IWEPS.

Degré d'autonomie financière dans les petites entreprises



Source : Centrale des bilans- Base de données IWEPS.

### Les analyses microéconomiques en appui

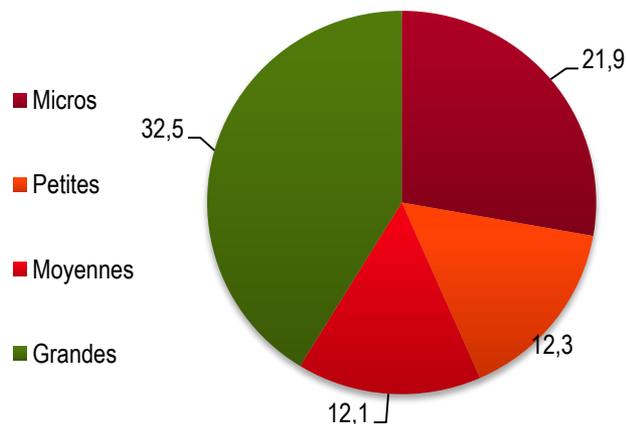
Les constats moyens que l'on peut poser sur les entreprises doivent être interprétés avec prudence, tant l'hétérogénéité des situations entrepreneuriales est forte, comme les analyses microéconomiques (partie 2 du rapport) le suggèrent.

Le recours aux données microéconomiques (de bilans par exemple) permet un complément et un raffinement de l'information (sur un secteur particulier par exemple), même s'il convient d'être attentif au fait que la population couverte est alors restreinte en fonction des obligations déclaratives.

L'analyse requiert alors en outre la prudence quant à la définition de l'entreprise, la façon de la localiser régionalement ou le mode d'agrégation de données individuelles. Par ailleurs, la performance doit idéalement s'apprécier en tenant compte de la distribution de la population et de la présence de valeurs extrêmes.

## 7. Aperçu général des entreprises

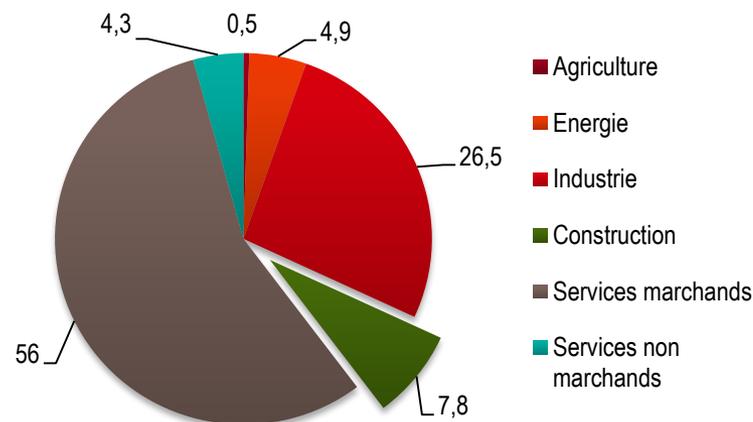
Répartition de la valeur ajoutée des entreprises wallonnes selon la classe de taille - 2013



Source : Centrale des bilans - CD Comptes annuels des entreprises – Base de données IWEPS  
 Note : les entreprises non classables en termes de taille sont exclues du graphique de gauche.

- **92 %** des entreprises en Wallonie emploient moins de 5 personnes (**micros entreprises**).
- Les micros entreprises wallonnes génèrent **22% de la valeur ajoutée et 37% de l'actif**.
- En Flandre, ces dernières génèrent 20% de la valeur ajoutée et 34% de l'actif.
- Les entreprises wallonnes sont en moyenne plus petites que les entreprises flamandes.

Répartition de la valeur ajoutée des entreprises wallonnes selon le secteur d'activité - 2013



- **79%** des entreprises wallonnes appartiennent au secteur des **services marchands**.
- Le secteur des services marchands représente **56% de la valeur ajoutée générée en Wallonie** (62% en Flandre).
- Alors que les entreprises de la construction représentent 13% du nombre d'entreprises, elles ne génèrent que 8% de la valeur ajoutée.
- La contribution à la croissance de la valeur ajoutée du secteur des services marchands est globalement positive sur la période 2009-2013 (10,1%).

## 8. Le poids économique de la sidérurgie en Wallonie dans un contexte international

La sidérurgie constitue un secteur historiquement important au sein de l'économie wallonne.

L'évaluation de son poids et son évolution dans un contexte international et une perspective historique de l'activité révèlent des **difficultés croissantes**.

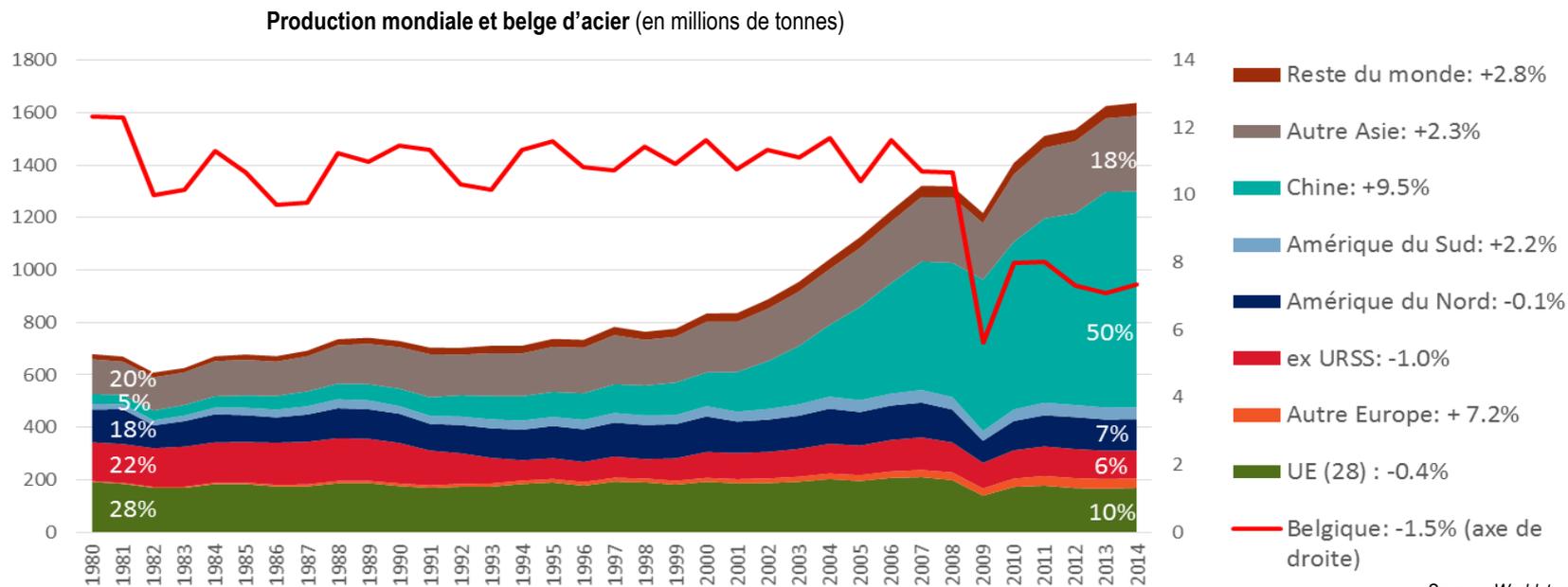
**- 30%**

Le recul de la production sidérurgique en Belgique depuis 2008.

- Du point de vue de la production d'acier, on a assisté à une **explosion de la Chine** qui représente 50% de la production d'acier mondial. C'est également le 1er exportateur net et elle domine largement la consommation et la transformation d'acier.
- **La production sidérurgique belge enregistre une chute supérieure à 30% depuis 2008** (une des plus fortes en Europe).
- Le secteur doit être analysé dans une perspective multirégionale du fait de la présence à Bruxelles de sièges sociaux de grandes entreprises.
- **Les performances de la sidérurgie wallonne sont en très forte baisse depuis 2005 :**
  - l'emploi a été divisé par 3,
  - la valeur ajoutée divisée par plus de 5,
  - le résultat net d'exploitation est négatif depuis 2009.
- Ces performances modestes affectent le bilan et le compte de résultats des entreprises sidérurgiques wallonnes dont les réserves sont presque nulles.
- Malgré la forte baisse de la valeur ajoutée, les coûts moyens du personnel se maintiennent, si bien qu'ils sont désormais plus élevés que la valeur ajoutée créée.

## 8. Le poids économique de la sidérurgie en Wallonie dans un contexte international

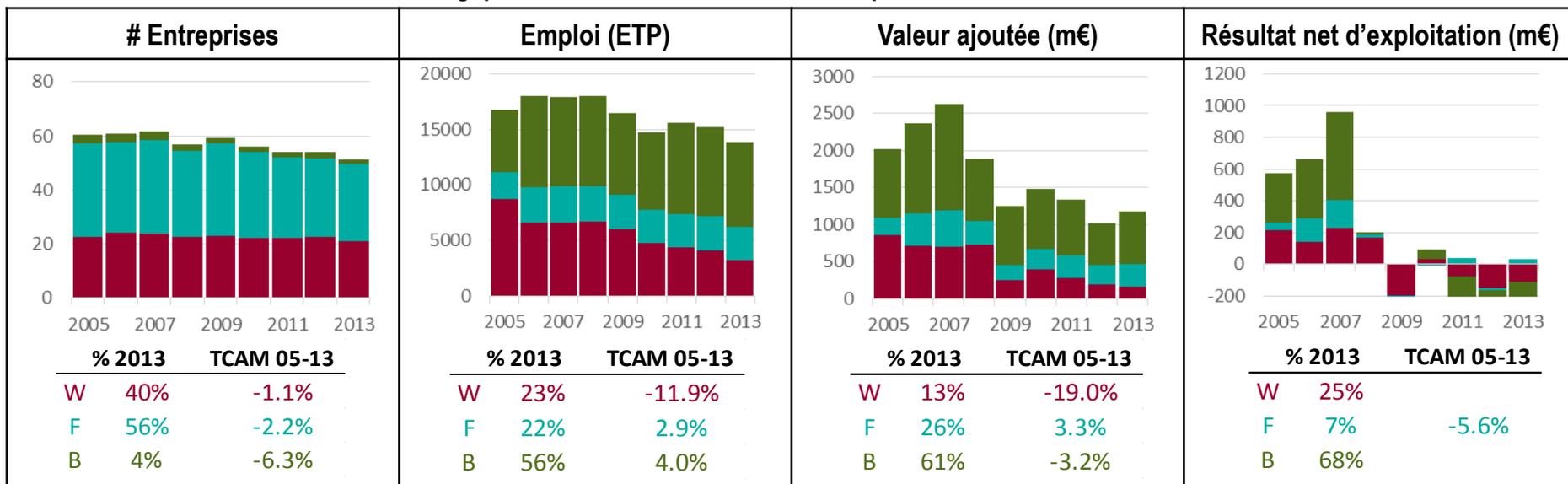
### Une sidérurgie wallonne en fort recul dans un monde de l'acier en profondes transformations



- L'Union européenne était le premier producteur mondial en 1980 avec 28% de la production, elle ne compte plus désormais que pour 10%.
- La Belgique a connu la deuxième plus forte baisse de production d'acier et la plus forte baisse d'emploi sidérurgique au sein des principaux pays producteurs d'acier européens.
- La production de la Belgique s'est stabilisée à 7 millions de tonnes d'acier par an depuis 2012 après avoir atteint un minimum de 5,6 en 2009. Sa part dans la production mondiale est de 0,45% en 2014 contre une part maximale de 1,8% en 1981 (production de plus de 12 millions de tonnes annuelles à l'époque).

## 8. Le poids économique de la sidérurgie en Wallonie dans un contexte international

Evolution du secteur de l'industrie sidérurgique sur la base de l'activité des entreprises individuelles



Source : Belfirst.

Note : TCAM désigne le Taux de Croissance Annuel Moyen. ETP signifie Equivalent Temps Plein.

- Le niveau d'emploi sidérurgique décline fortement en Wallonie, de près de 12% par an en moyenne depuis 2005. Dans le même temps le nombre d'employés en Flandre a légèrement cru.
- Le nombre d'entreprises sidérurgiques est en recul dans les trois régions belges. La baisse la plus faible concerne la Wallonie. Le plus gros recul concerne Bruxelles qui est la région concentrant le moins d'entreprises du secteur.
- La valeur ajoutée totale pour la Belgique a fortement baissé à partir de 2008. Alors que le secteur créait encore plus de 2,6 milliards de valeur ajoutée en 2007, le niveau de 2013 en représente moins de la moitié. La baisse en Wallonie fut la plus sévère avec près de 20% de recul par an en moyenne entre 2005 et 2013.
- Du point de vue du résultat net d'exploitation et après une année 2007 pour laquelle il s'est élevé à presque 1 milliard d'euros, la situation s'est fortement détériorée dès 2008. Le résultat global est négatif depuis lors, à l'exception d'une valeur faiblement positive en 2010.

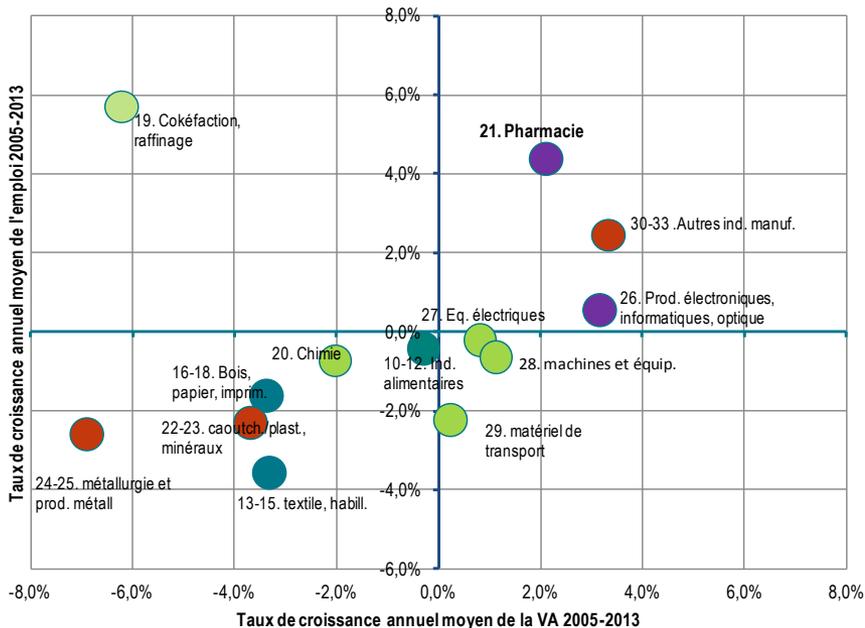
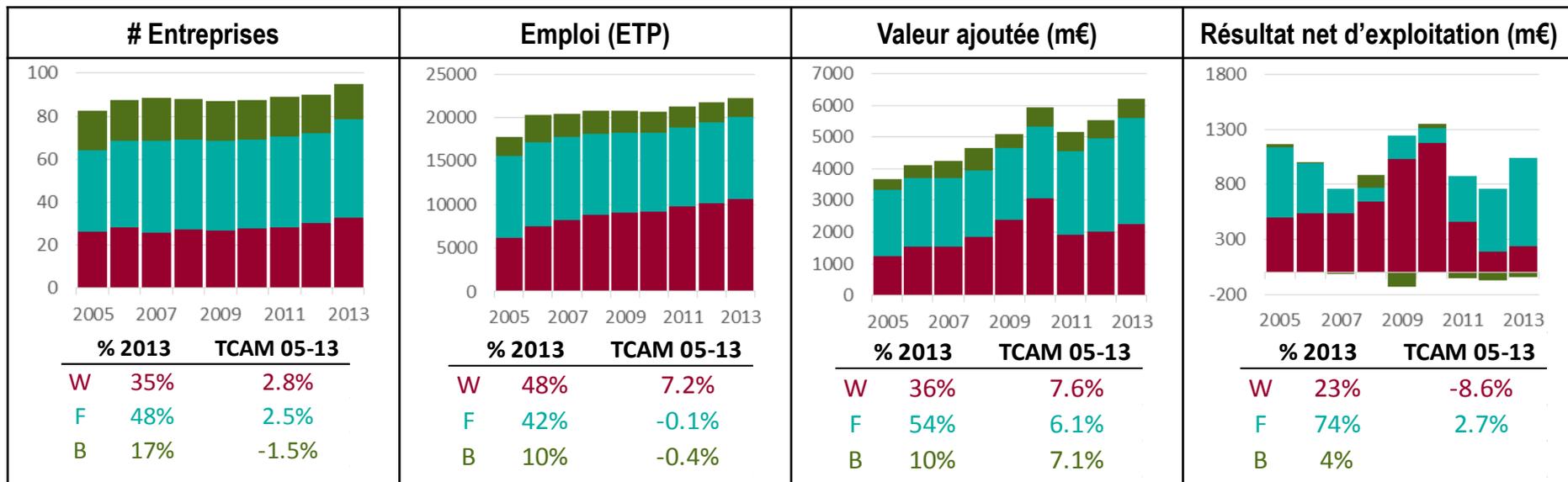
## 9. Analyse du secteur pharmaceutique dans une perspective de chaîne de valeur

Etant donné l'importance que représente le secteur pharmaceutique dans l'économie régionale, il est analysé en détail dans un contexte belge et international.

L'étude est menée tant dans une **perspective macroéconomique** (comptabilité régionale) que **microéconomique** (données bilantaires des entreprises), mais également dans une approche de **chaîne de valeur**.

- Le secteur pharmaceutique a été l'un des moteurs pour la croissance régionale et constitue désormais le **premier secteur industriel en Wallonie en termes de valeur ajoutée**. Ses performances récentes au niveau de la croissance de la valeur ajoutée et du bénéfice net d'exploitation ont toutefois été moins favorables.
- Le secteur a été créateur net d'emplois au cours des dernières années et la Wallonie est désormais la **première région pharmaceutique du pays en termes d'emploi**.
- C'est un secteur à haute technologie, à forte valeur ajoutée et à **niveau de productivité élevé**. De manière générale, il présente des liens importants avec d'autres secteurs de haute technologie et intensifs en connaissances.
- Le secteur est **fortement internationalisé, et sa dépendance aux importations et exportations s'est accrue**. Ses performances à l'exportation en ont fait le premier secteur à l'export de la Wallonie.
- Il s'agit d'un domaine de **spécialisation wallonne, tant dans un contexte belge qu'europpéen**.
- On relève une très **forte concentration des activités au sein des très grandes entreprises**. Bien que la dynamique de création de petites et moyennes entreprises soit positive, leur contribution à la croissance de la valeur ajoutée reste limitée.
- Il se caractérise par une **faiblesse relative des liens intra-régionaux** avec les autres secteurs productifs wallons.

# 9. Analyse du secteur pharmaceutique dans une perspective de chaîne de valeur



Source : Belfirst.  
 Note : TCAM désigne le Taux de Croissance Annuel Moyen. ETP signifie Equivalent Temps Plein.

# 3,5%

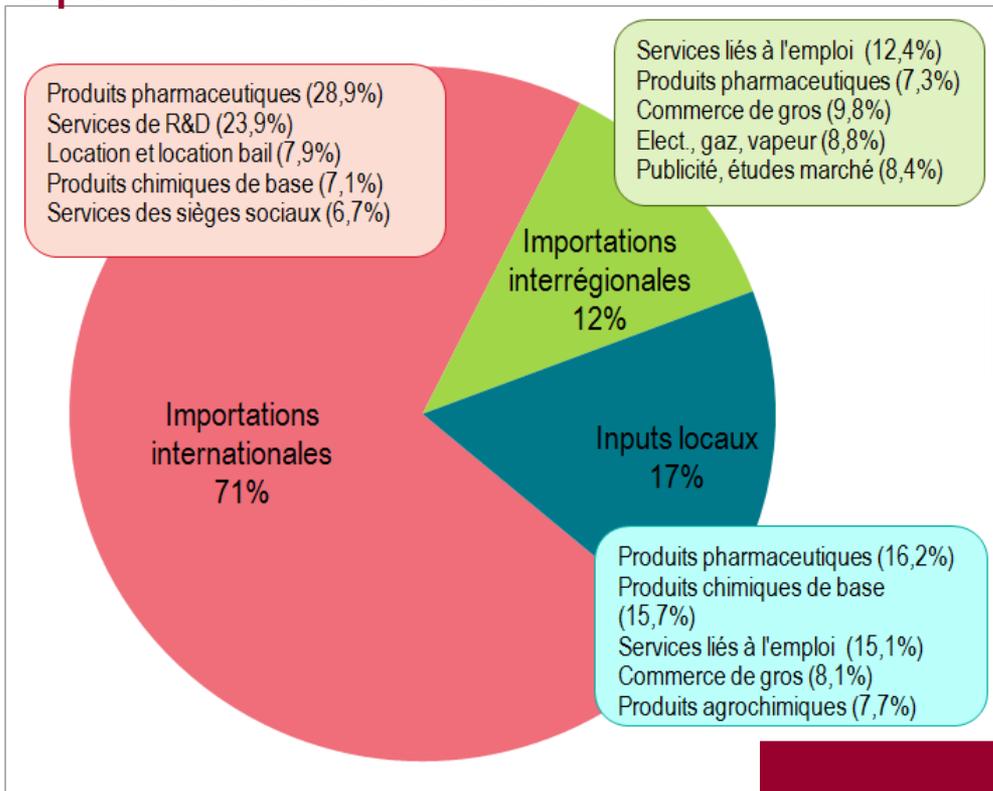
de la valeur ajoutée régionale

- Ses performances récentes : la croissance de la valeur ajoutée et du bénéfice net d'exploitation ont été moins favorables.
- Un secteur industriel clé créateur d'activités et d'emploi

Source : ICN

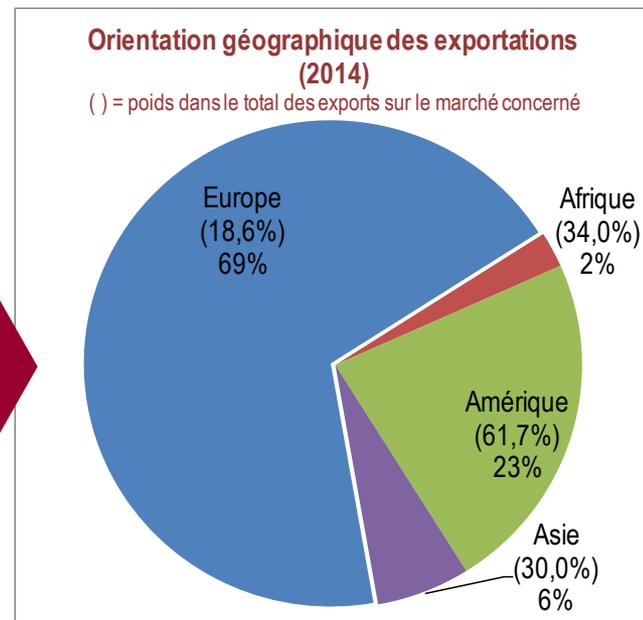
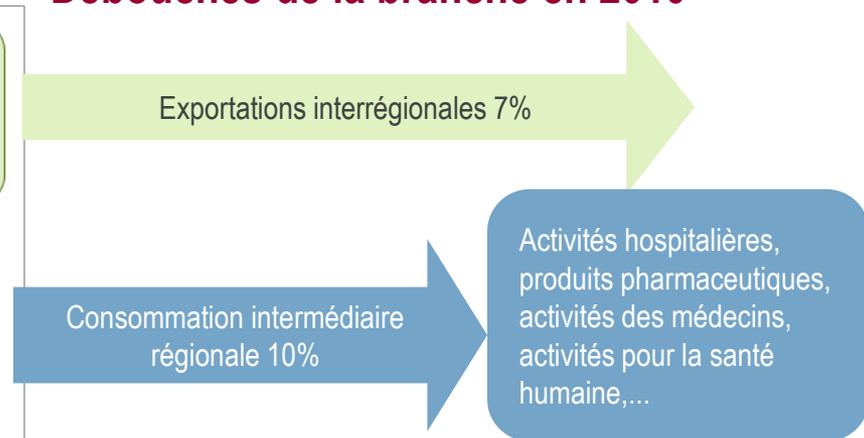
# 9. Analyse du secteur pharmaceutique dans une perspective de chaîne de valeur

## Inputs de la branche en 2010



Source : BFP - Tableaux entrées-sorties interrégionaux

## Débouchés de la branche en 2010



Source : BNB

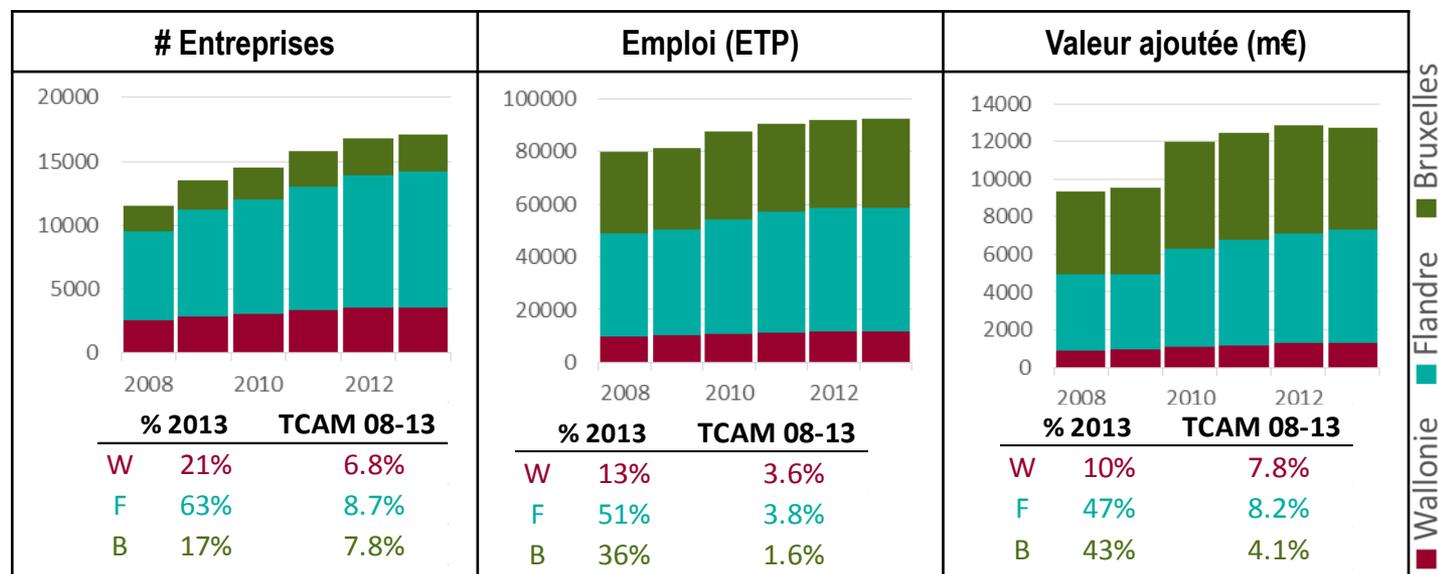
**23%** Des exportations wallonnes, soit 10,826 milliards en 2014

## 10. L'économie du numérique en Wallonie

Afin de permettre au Conseil du Numérique wallon de définir les objectifs stratégiques et les axes prioritaires pour stimuler le développement du secteur numérique, deux études ont été réalisées par le consultant Roland Berger. Les résultats du présent chapitre concernent les métiers de l'industrie numérique en elle-même.

- La Wallonie compte pour une **faible part du numérique belge avec 10% de la valeur ajoutée, 13% de l'emploi et 21% des entreprises.**
- **La taille des entreprises wallonnes est inférieure** à celle des deux autres régions, elles comptent en moyenne 11 employés contre 15 en Flandre et 41 à Bruxelles. La valeur médiane est également plus basse, de 2 employés en Wallonie tandis qu'elle est de 3 employés en Flandre et à Bruxelles.
- Il y a un **déficit de grandes entreprises en Wallonie** avec 6 grandes entreprises (0,2% des entreprises numériques de la région) alors que la Flandre en compte 39 (soit 0,4% des entreprises du secteur) et Bruxelles 20 (soit 0,7% du secteur).
- En Flandre et en Wallonie, la composante la plus importante tant en termes de nombre d'entreprises que d'emploi et de valeur ajoutée est la **programmation**.

- Le nombre d'entreprises augmente le - en Wallonie.
- La Flandre connaît la plus forte hausse du nombre d'entreprises numériques ainsi que la plus forte hausse de la valeur ajoutée et de l'emploi.
- Elle concentre 3 x plus d'entreprises qu'en Wallonie (17 000 vs 3 500).
- La dynamique est similaire pour l'emploi et la valeur ajoutée.

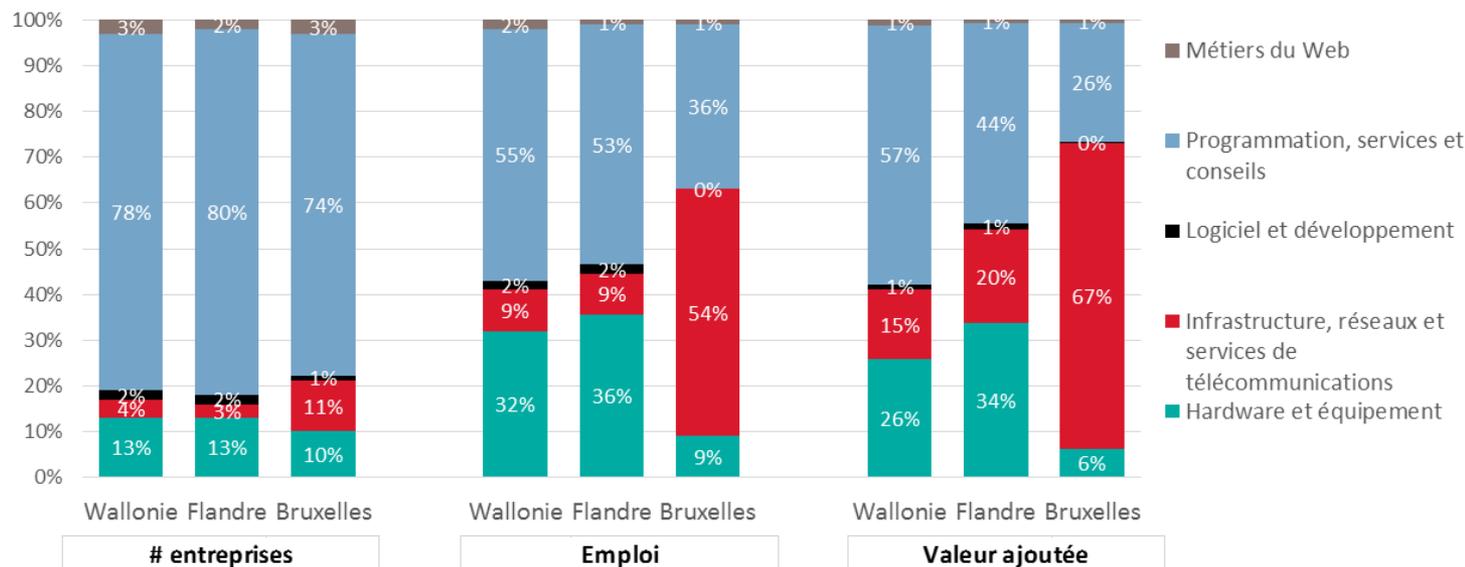


Source : Roland Berger

## 10. L'économie du numérique en Wallonie

*Il n'existe pas de définition standard du secteur numérique. La base de départ de l'analyse est un travail de l'OCDE sur les TIC puis une collaboration avec l'Agence du Numérique pour identifier les acteurs belges.*

### La répartition des activités au cœur du numérique



Source : Roland Berger

- **Les acteurs de la programmation constituent l'essentiel des entreprises numériques wallonnes** tant du point de vue du nombre d'entreprises, de l'emploi que de la valeur ajoutée. Le constat est similaire en Flandre si ce n'est que la part de la valeur ajoutée y est moins forte. La répartition est semblable à Bruxelles pour ce qui est de l'activité des entreprises mais très forte concentration de l'emploi et, surtout, de la valeur ajoutée du fait de l'implantation des grands acteurs de télécommunication dans la capitale.
- La croissance du secteur est dépendante d'un **nombre peu élevé de très grands acteurs**.
- **La composante « Métiers du Web »** compte pour une part très faible de l'activité du secteur mais elle enregistre la plus forte croissance.

## Un nouvel outil d'analyse de l'économie wallonne

### Une économie inscrite dans la Belgique fédérale, l'Europe et le Monde

- Une petite économie très ouverte
- Une intégration très poussée des économies régionales : flux de commerce, de travail, de revenus, le management multirégional
  - Coordination, prise en considération des régions voisines (cohérence, complémentarité)
  - Déficit d'activité intérieure

### Le défi du développement économique intérieur

- Objectif : une croissance intérieure porteuse d'emploi et un soutien de la productivité dans une perspective de long terme
- Un constat global plutôt positif depuis 2000 en termes d'emploi et de croissance dans un contexte international de ralentissement
- Une évaluation en demi-teinte de la compétitivité
- Politique industrielle :
  - un potentiel inexploité dans les services
  - un renforcement nécessaire des effets d'entraînement locaux

### Trois points d'attention particuliers en Wallonie :

- Diminuer le taux de chômage et relever le taux d'emploi
- En veillant à la situation financière des agents
- Et aux risques liés à la concentration des activités

**Le Rapport sur l'Economie wallonne complet est disponible sur le site de l'IWEPS :**

<http://www.iweps.be/publication-categorie/rapports-de-recherche>

## LES AUTEURS :

### **Département de la Compétitivité et de l'Innovation (SPW-DGO6)**

Florence HENNART (florence.hennart@spw.wallonie.be)

### **Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique**

Caroline ALBESSART (c.albessart@iweps.be)

Frédéric CARUSO (f.caruso@iweps.be)

Olivier MEUNIER (o.meunier@iweps.be)

Régine PAQUE (r.paque@iweps.be)

Vincent SCOURNEAU (v.scourneau@iweps.be)

Yves TILMAN (y.tilman@iweps.be)

Valérie VANDER STRICHT (v.vanderstricht@iweps.be)

Béatrice VAN HAEPEREN (b.vanhaeperen@iweps.be)

### **Cellule d'analyse économique et stratégique - SOGEPa**

Jérôme DANGUY (jerome.danguy@sogepa.be)

Lionel PERSYN (lionel.persyn@sogepa.be)

## SOUS LA DIRECTION DE :

Sébastien BRUNET (s.brunet@iweps.be)

Benoit BAYENET (benoit.bayenet@sogepa.be)

**COORDINATION & CONTACT :** Frédéric CARUSO (f.caruso@iweps.be)